

Questions orales

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le député a bien raison de demander des mesures concrètes. Ce matin, Statistique Canada a annoncé que nous avons créé en avril plus d'emplois que jamais depuis cinq ans. Les libéraux n'aiment pas que nous donnions de bonnes nouvelles aux Canadiens. Ils préférèrent un sectarisme mesquin.

Statistique Canada a annoncé que 201,000 emplois avaient été créés, dont les deux tiers sont des emplois permanents, depuis notre arrivée au pouvoir. Ce sont les dizaines de milliers d'emplois que nous avons promis. Contrairement aux libéraux, nous avons tenu notre promesse.

Des voix: Bravo!

* * *

LES AUTOCHTONES**L'ORIGINE DU PRÉSUMÉ DOCUMENT DU CABINET**

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, parmi les promesses que le premier ministre s'est engagé à respecter, il y a celle d'avoir un gouvernement plus ouvert. J'aimerais donc l'interroger à propos d'un document dont tout le pays sait qu'il est sorti récemment du cabinet du vice-premier ministre, mais au sujet duquel le gouvernement continue de se montrer évasif et refuse de répondre aux questions: est-ce que le premier ministre a ouvert une enquête sur l'origine de ce document? Comme il est dit dans ce document que le premier ministre a été consulté sur sa teneur, est-ce qu'il va nous dire de façon franche et ouverte que ce document a bien été établi au cabinet du vice-premier ministre?

● (1125)

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, comme je l'ai dit à mon honorable ami, et il doit sûrement s'en souvenir, je n'ai jamais vu moi-même le document dont il parle. Il ne m'a jamais été communiqué. Je ne nie pas que des groupes d'étude et des groupes de travail puissent avoir pour mandat d'examiner les programmes gouvernementaux. Mais pour ce qui concerne les autochtones, nous avons dit tout à fait nettement que malgré les recommandations que divers groupes d'études pourraient nous faire, c'est le cabinet qui décidera en temps et lieu de la politique à suivre, et que nous ne ferons jamais rien qui puisse nuire à nos populations autochtones et aborigènes.

ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE DE RECONNAÎTRE L'ORIGINE DU DOCUMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, encore une fois le premier ministre continue de traiter les travaux de la Chambre comme une sorte de comédie. Il sait parfaitement, comme le sait aussi l'ensemble du pays, qu'il n'a pas répondu à la question. Je lui demanderai de nouveau: est-ce qu'il va faire ce qu'il a promis l'été dernier, durant la campagne électorale, au sujet d'un gouvernement ouvert? Il a dû consulter son vice-premier ministre au cours des derniers jours, ainsi que le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social,

car tous ces ministères ont appuyé les recommandations exposées dans ce rapport. Pour employer une vieille expression, est-ce qu'il «va jouer franc jeu» avec la Chambre des communes, et reconnaître que ce document a été établi par le vice-premier ministre?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je sais que le député a du mal à se défaire de l'habitude qu'il a prise de faire le petit saint. Je lui ai dit carrément que je n'ai jamais vu ce document. Il n'est jamais venu au cabinet, et si jamais le cabinet en est saisi et prend une décision, nous vous le dirons à la Chambre. A ce moment-là ce sera la politique gouvernementale.

M. Broadbent: Monsieur le Président, je répliquerai au premier ministre qu'il est bien le dernier à reprocher aux autres de faire les petits saints. C'est lui qui a joué au défenseur des nominations apolitiques, et qui a fait tout le contraire de ce qu'il avait promis une fois arrivé au pouvoir.

M. Hnatyshyn: Parlez-nous de Gerry Caplan, qui travaillait pour vous.

M. Broadbent: Va donc bouffer ta cravate rouge.

M. Hnatyshyn: Je la mets toujours pour exciter les taureaux.

M. Clark (Yellowhead): Du calme, Ed!

M. Broadbent: S'il y avait un peu d'ordre, monsieur le Président, je poserais la question.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Ce document comporte deux volets essentiels: premièrement, le train de modifications aux programmes destinés aux autochtones, notamment des compressions budgétaires massives et, deuxièmement, des considérations directement reliées au processus budgétaire qui nous portent à croire que le budget réel ne viendra qu'après celui du 23 mai. Je veux parler de ce que dit le document au sujet de restrictions dans les programmes des autochtones qui seront annoncées après le budget et non dans le budget. Le premier ministre voudrait-il avouer que la véritable raison pour laquelle le gouvernement nie l'existence du document, c'est que la duplicité qui se manifeste dans ce cas-ci va se reproduire dans presque tous les programmes des autres ministères?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon honorable ami cause à lui-même et à la Chambre des communes un tort considérable en adoptant cette attitude mal séante. Nous avons annoncé qu'il y aura un budget. Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et moi avons formellement énoncé à la Chambre les principes qui régiront notre action à l'égard des autochtones. Les caméras de télévision étaient braquées sur nous—si le député veut parler de transparence—quand nous avons traité de la question des aborigènes d'une manière qui fait honneur à la Chambre. Nous avons tenté de conclure dans la dignité une entente favorable aux peuples indigènes du Canada. Voilà comment nous voyons notre engagement envers les peuples autochtones. Le chef du Nouveau parti démocratique se fait gravement tort à lui-même en se conduisant de façon aussi inconvenante à la Chambre des communes.